

# Dans le monde arabe, la gestion des déchets est essentielle au rétablissement de la confiance entre les pouvoirs publics et les citoyens

14 mars 2016

## *LES POINTS MARQUANTS*

- *En Palestine, au Maroc et en Arabie saoudite, les mesures prises pour améliorer l'élimination des déchets solides permettent aux citoyens de mesurer la bonne volonté des pouvoirs publics à leur égard.*
- *Au Liban, l'amoncellement des déchets ménagers a provoqué une crise de gouvernance. Comme le résume un jeune Libanais, « cette crise au Liban n'est pas technique, elle est d'abord politique. Il n'existe aucune volonté de prendre le problème à bras le corps. »*

La gestion municipale des ordures ménagères ou des déchets solides indique généralement de manière très simple l'état des relations entre pouvoirs publics et citoyens. La crise du ramassage des poubelles qui a récemment frappé le Liban a provoqué un tollé général et des manifestations de grande ampleur. Elle illustre l'échec du contrat social entre l'État et les citoyens.

Comme le dit un jeune Libanais, tout ne se résume pas à ce service public en tant que tel : « *La crise des déchets au Liban n'est pas technique, elle est d'abord politique. Il n'existe aucune volonté de prendre le problème à bras le corps. La situation est principalement due à une faillite des institutions de l'État et à l'absence de décision au sein du gouvernement. D'autre part, on se heurte aux intérêts particuliers d'une foule d'acteurs politiques, ce qui interdit toute solution.* »

Cet article présente la situation de trois pays de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) : le Maroc, la Palestine et l'Arabie saoudite. Ils ont chacun suivi un parcours singulier, tant dans leur façon d'améliorer la gestion des déchets solides que dans la manière dont cette expérience a contribué à faire évoluer les rapports entre citoyens, autorités locales et administration centrale.

La réforme menée par le **Maroc** s'est déployée au cours dix dernières années. Elle s'est appuyée sur des partenariats public-privé et s'est attachée en particulier à améliorer les conditions de travail et le quotidien des catégories de population vulnérables qui survivaient en ramassant des déchets. Avant le lancement du programme de réforme, les décharges étaient très mal gérées. Les villes marocaines étaient traversées par des fleuves chargés de substances toxiques et déversant ces effluents dans l'Atlantique. Les ramasseurs de déchets — des hommes et des femmes, enfants et adultes — tentaient de gagner leur vie en triant les détritiques des autres et en se disputant souvent des prises de choix dans les décharges non réglementées, sans aucune protection.

Le gouvernement marocain collabore depuis plus de dix ans avec la Banque mondiale dans le cadre de son Programme national des déchets ménagers. Il a ainsi pu bénéficier de quatre prêts à l'appui des politiques de développement pour la gestion des déchets solides. Ce programme vise à améliorer le taux de collecte et de recyclage de matériaux issus des ordures ménagères (l'objectif est de parvenir à 20 % en 2022, alors que le taux est de 5 % aujourd'hui), tout en améliorant les conditions de travail des ramasseurs de déchets.

Cette stratégie consiste en grande partie à confier de larges pans du système de collecte des déchets au secteur privé. D'après l'opérateur en charge du [site d'Oum Azza, il s'agit du plus important centre d'enfouissement et de tri moderne au Maghreb](#), avec près de 850 000 tonnes de déchets traités chaque année. Ce groupe privé a promu la création d'une coopérative et construit un centre de tri pour que les chiffonniers qui travaillaient dans des conditions précaires puissent continuer à gagner de l'argent, mais dans un environnement plus sécurisé et plus organisé.

Près de 150 personnes sont aujourd'hui membres de la coopérative, dont 22 femmes. Eux qui fouillaient les décharges nuit et jour en quête de ferraille à revendre sont aujourd'hui affectés au triage des déchets. Les équipes récupèrent les objets destinés à la revente et les déchets végétaux pour la fabrication de compost. Ils perçoivent un salaire acceptable, sont couverts par une assurance maladie et peuvent contracter des prêts immobiliers d'un montant modeste. Grâce à l'embauche de ces agents de recyclage, l'opérateur du site prolonge la durée de vie du centre d'enfouissement.

Le Maroc est déterminé à tirer pleinement parti des retombées financières et environnementales d'une gestion responsable des déchets. Au centre d'Oum Azza, on exploite le biogaz issu des déchets organiques. Grâce au Prêt pour une croissance verte et inclusive octroyé par la Banque mondiale, ce gaz sera revendu pour alimenter en électricité le réseau national. Oum Azza deviendra également le premier centre d'enfouissement au Maroc à vendre des unités de réduction certifiée des émissions de carbone, à hauteur de 50 millions de tonnes.

La **Palestine** est un autre exemple de réussite : ce pays étant enlisé dans un contexte politique fragile, la simple délivrance de services locaux se heurte à une myriade d'obstacles institutionnels, financiers et logistiques. Afin de préserver la santé publique et les ressources naturelles, les autorités locales se sont associées voilà seize ans avec la Banque mondiale afin de confier à des entreprises du secteur privé la fermeture de décharges saturées, où les déchets étaient incinérés. Ces décharges ont été remplacées par des infrastructures sous gestion privée, pérennes et évolutives.

Trois projets ont permis à la Palestine d'accomplir de remarquables progrès. Le premier est la réalisation d'un centre d'enfouissement à Jénine qui bénéficie à 600 000 habitants dans le nord de la Cisjordanie. Doté d'un système de facturation automatisé et d'un pont-bascule, ce centre est unique en son genre dans la région. Sa gestion est participative : des outils numériques favorisent l'implication citoyenne à des fins de transparence et permettent de sensibiliser la population à la capacité d'enfouissement.

Fortes de ce premier succès à Jénine, les autorités ont décidé de construire le centre d'enfouissement d'Al Minya, au sud de la Cisjordanie, pour le traitement des déchets de 33 municipalités, soit 840 000 résidents. Ce projet s'est accompagné de multiples bienfaits, dont un accroissement de la valeur du foncier, des opérations de recyclage et de récupération des déchets, un mécanisme d'implication citoyenne par SMS et un suivi des prestations grâce à des systèmes d'information géographique.

Mais, surtout, un programme axé sur la pérennisation des moyens de subsistance a permis d'assurer non seulement un revenu aux ramasseurs de déchets travaillant désormais sur le site, mais aussi de fournir des équipements, des bourses d'études et des possibilités de création d'une petite entreprise. Le centre d'Al Minya est l'une des premières interventions du Groupe de la Banque mondiale à être doté d'un mode de financement fondé sur les résultats, conditionnant le versement de subventions à la qualité des prestations fournies : les usagers, qui font remonter les informations à l'opérateur, sont plus enclins à régler leurs factures afin de pérenniser le service. C'est

également le premier centre d'enfouissement de Cisjordanie exploité par une entreprise privée.

Enfin, la Banque mondiale vient également de lancer un projet de construction d'un système de collecte des déchets moderne au profit de 750 000 Gazaouis. Près de la moitié de la population à Gaza devrait ainsi disposer de services de gestion durable des déchets et voir ainsi ses conditions de vie considérablement améliorées.

En **Arabie saoudite**, les autorités se préoccupent de plus en plus des problèmes rencontrés par le secteur de la gestion des déchets. En 2014, à l'initiative du gouvernement saoudien, la Banque mondiale a réalisé une étude complète sur la gestion des déchets dans le pays, un travail qui a mis en évidence des insuffisances sectorielles, bien loin des critères attendus pour une économie avancée. Les volumes de déchets s'accroissent, et il est urgent d'agir afin de réduire les risques sanitaires et environnementaux, et de maîtriser la montée des coûts.

Ce document formule plusieurs recommandations précises que les parties intéressées au sein du gouvernement ont passées en revue puis entérinées. Le pays a alors demandé à la Banque mondiale de l'aider à mettre sur pied une stratégie nationale pour la gestion des déchets, afin de mettre à exécution les recommandations formulées. Ce projet de stratégie définit une orientation générale pour la gestion des déchets solides et propose une série d'interventions pour optimiser les performances techniques, financières et environnementales du traitement des déchets, conformément aux bonnes pratiques internationales.

Cette stratégie examine le devenir des déchets solides de tous types (urbains, commerciaux, médicaux et agricoles), sans oublier les déchets dangereux. Elle se fonde sur une approche intégrée de la gestion des déchets solides qui entend minimiser le volume des déchets et privilégier la récupération et la réutilisation lorsque ces opérations sont viables sur le plan économique. L'élimination des déchets devra s'effectuer au sein d'installations perfectionnées, dans le respect des normes environnementales.

La Banque mondiale apporte également son concours aux autorités saoudiennes pour la mise au point d'un projet pilote de gestion des déchets à échelle industrielle, afin de démontrer comment le secteur privé peut trouver une rentabilité dans le traitement des déchets ou l'exploitation d'un centre d'enfouissement, tout en veillant au respect de l'environnement. Les faibles cours du pétrole et l'ambitieux programme de réformes saoudien peuvent en outre favoriser l'efficacité et le recouvrement des coûts dans le secteur.

Au **Liban**, la gestion des déchets a cristallisé la mobilisation citoyenne. L'afflux de plus d'un million de réfugiés en provenance de Syrie accroît la pression sur les municipalités, sommées d'assurer un service en dépit de ressources limitées.

Cette conjoncture a fait émerger [un mouvement de jeunes](#) qui veut sensibiliser le grand public et militer auprès des responsables politiques afin de les convaincre de changer un système dont le modèle n'a pas évolué depuis des années. L'un de ces militants, Paul Abi Rached, résume la situation en ces termes : « Nous sommes convaincus que tous les éléments d'une solution sont réunis. Il faut simplement que toutes les parties concernées abandonnent marchandages, monopoles et hypercentralisation afin que les Libanais éprouvent à nouveau de la fierté pour leur pays. »